

« L'inaction coupable du PS et du MR »

Selon le CDH, les 16 licenciements au Manège résultent de la mauvaise gestion. PS et MR savaient

Hier au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la députée CDH Savine Moucheron est intervenue auprès de la ministre de la Culture sur la situation du « Manège » à Mons où 19 personnes ont perdu leur emploi (3 préensions et 16 licenciements). La cheffe de groupe du CDH au conseil communal accuse par ailleurs la majorité montoise « d'avoir laissé faire ».

Très fâchée, Savine Moucheron avait prévenu, mardi soir devant le conseil communal, qu'elle reviendrait sur la situation du centre culturel transfrontalier de Mons - appelé « Le Manège », lequel a annoncé le 12 janvier dernier devoir se séparer de 19 personnes. Elle n'a pas tardé. Ce jeudi, la députée montoise du CDH a interrogé la ministre de la Culture Joëlle Milquet sur la situation du centre culturel de Mons.

« On entend aujourd'hui, explique

Savine Moucheron dans sa question orale (déposée déjà voici une semaine), que certains salaires étaient beaucoup trop élevés, qu'il y avait trop de directeurs, que des voitures étaient à disposition, que des logements réservés aux artistes étaient occupés par certains directeurs et que la prime de départ d'un directeur financier fait polémique avec, comme nous l'avons appris lors du conseil communal de mardi passé, un montant d'environ 400.000 euros. Le Manège nous dit aujourd'hui ne plus bénéficier que de 5 % de son subside de 5.300.000 euros de la Fédération pour mener sa politique culturelle. »

Si le montant de 400.000 euros (annoncé par le chef de groupe MR au conseil communal relatif aux indemnités de licenciement de l'ancien administrateur général) n'a pu être confirmé au niveau de la Fédération, la ministre a par contre évoqué la nécessité de mettre en place une réforme portant sur le fonctionnement des centres culturels.

« L'idée de cette réforme, nous explique ensuite Savine Moucheron, est d'impliquer davantage la Fédération Wallonie-Bruxelles dans la gestion des centres culturels. Sur ce plan, on peut dire que le Manège est un contre-exemple ! Ce manque de transparence, avec des salaires exorbitants, et l'absence des justificatifs sur les dépenses ne peut plus se reproduire à l'avenir. »

Concernant les 5,3 millions de subsides de fonctionnement octroyés chaque année, le CDH rappelle que cette somme représente la plus grosse dépense de la Fédération.

« Mons rafle à elle seule la moitié de l'enveloppe budgétaire octroyée aux grandes villes comme Bruxelles, Charleroi et Liège ! »

Quant aux raisons qui ont conduit le Manège à devoir mettre en place un plan de restructuration, le CDH estime que

« Je suis outrée d'entendre le MR

faire le chevalier blanc dans ce dossier »

Savine Moucheron

ce n'est pas la conjoncture économique à l'origine du problème, mais bien la mauvaise gestion du centre culturel. « Dans ce dossier, je suis outrée d'entendre le MR faire le chevalier blanc, lui qui est dans la majorité depuis 15 ans ! Il faudra à présent établir les responsabilités, mais on peut en tout cas dire que le PS et le MR ont fait preuve d'une inaction coupable dans ce dossier. »

Je ne peux imaginer que ni le directeur financier, ni le président du Manège, tous les deux conseillers communaux (PS), n'ont informé leur parti. Une situation où l'on vire 20 personnes n'arrive pas du jour au lendemain ! »

CL.W.

MR

« Le CDH fait de la politique politicienne »

Contacté hier, Georges-Louis Bouchez, chef de groupe MR au conseil communal, réagit aux critiques de sa collègue du CDH (lire ci-contre) : « M^{me} Moucheron ne connaît pas le dossier et préfère faire de la politique politicienne. »

1) Le CDH a un administrateur au sein du Manège. 2) La ministre de la Culture est CDH, laquelle a un représentant désigné au Manège. Donc si M^{me} Moucheron veut jouer à ce genre de mesquineries, je crois que le CDH a les mains plus sales dans ce dossier. Depuis 2004, nous n'avons plus eu de ministre MR en charge de la Culture, et le MR n'a jamais eu la culture dans ses compétences à Mons.

Pour en revenir au fond du problème, le conseil d'administration du Manège n'avait pas la main sur les engagements pris. Seule l'équipe de direction prenait les décisions, ce

que le C.A. ne pouvait faire. Ça, la ministre Milquet (CDH) aurait pu le changer !

Ce que nous demandons, c'est que toutes les structures financées par la Ville de Mons soient gérées de manière pluraliste. Il faut que toutes ces structures puissent venir s'expliquer devant le conseil communal. Pour moi, l'heure est plutôt de trouver des solutions structurelles au lieu de faire du populisme. »

Enfin, dans ce dossier sur les licenciements au centre culturel, le MR demande un audit de la gestion antérieure du Manège, que l'ensemble des décisions passe par le conseil d'administration, et que le nouveau directeur Philippe Degeneffe (que nous avons tenté de joindre hier) vienne s'expliquer devant le conseil communal. »

CL.W.

J-P. Deplus : « La médiathèque est en déficit annuel »

« Si notre Médiathèque ferme, Mons serait la seule grande ville sans médiathèque ! Mons 2015 vient juste de se terminer et c'est un très mauvais signal pour une ville qui dit vouloir faire de la culture un vrai pôle de développement ! », intervient Ecolo, ceci dans le cadre de la restructuration du « Manège ». Qui demande aux sympathisants de la médiathèque de trouver des pistes afin de ne pas perdre l'outil. Une fermeture inéluctable ? « La médiathèque est en déficit annuel, répond Jean-Paul Deplus, président du « Manège ». A titre personnel, j'y étais très attaché depuis 30 ans, mais l'évolution des

nouvelles technologies et donc la baisse sensible de fréquentation la placent dans une situation délicate. »

Voici 7 ans environ, la médiathèque - déjà au bord de la

faillite à l'époque - est passée sous le giron de la Ville de Mons et du Manège. « A l'époque, avec les recettes des prêts de CD et vinyles, et les subsides, c'était autoportant, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Je ne vois pas d'autre solution que la fermeture. Je ne suis pas certain que ça se passe mieux à La Louvière ! ».

Avec sa fermeture prévue fin 2016, deux emplois et demi seront perdus. »

CL.W.